

**LEGS**

Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE



**AMA**

ALCHIMIE ET MORPHOSE AFRICAINE

**“Se tenir prêts : ce que la transition juste veut dire selon les réalités territoriales, locales et économiques.”**

**NOTE DE SYNTHÈSE**

**JUIN 2024**



# SOMMAIRE

---

## 01

La place de la transition énergétique dans le paysage médiatique

## 02

Les enjeux de la transition énergétique en Afrique

## 03

La place du solaire dans le mix énergétique et des potentiels solaires du Sénégal

## 04

Préoccupations et menaces de la production énergétique sur les populations et l'environnement local à Mboro

## INTRODUCTION

La situation énergétique et minière actuelle du Sénégal se caractérise par une forte dépendance aux combustibles fossiles et la présence d’industries extractives ayant une empreinte carbone et écologique significative. Cette réalité contribue non seulement au réchauffement climatique et à la dégradation environnementale, mais aussi à la détérioration de la santé et du bien-être des populations. De plus, elle maintient l’économie du pays sur une trajectoire de contraction.

L’exploitation intensive des ressources fossiles entraîne des émissions massives de gaz à effet de serre, exacerbant ainsi le changement climatique. Les températures moyennes augmentent, les précipitations deviennent plus irrégulières, et les événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations deviennent plus fréquents. Ces changements ont des répercussions directes sur l’agriculture, réduisant les rendements des cultures et menaçant la sécurité alimentaire du pays.

La dégradation environnementale se manifeste également par la pollution des sols et des eaux, résultant de l’extraction et du traitement des combustibles fossiles. Les écosystèmes locaux, déjà fragiles, subissent des pressions supplémentaires, menaçant la biodiversité et perturbant les services écosystémiques essentiels. Les populations locales, souvent dépendantes de ces ressources naturelles pour leur subsistance, voient leur qualité de vie diminuer, accentuant les inégalités sociales et économiques.

La santé publique est également compromise par cette situation. Les émissions de polluants atmosphériques provenant des industries extractives et de la combustion de combustibles fossiles sont liées à une augmentation des maladies respiratoires, cardiovasculaires et autres pathologies chroniques. Les populations vivant à proximité des sites d’extraction sont particulièrement vulnérables, subissant une exposition constante à des niveaux élevés de polluants toxiques.

Sur le plan économique, la dépendance aux combustibles fossiles et aux industries extractives rend le Sénégal vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux des matières premières. Cette instabilité économique entrave les investissements dans d’autres secteurs, limitant ainsi la diversification de l’économie et freinant le développement durable. En maintenant le pays sur une trajectoire de contraction, cette situation empêche également la création d’emplois durables et de qualité pour la population croissante.

Dans ce contexte préoccupant, **Alchimie et Morphose Africaine (AMA)** et **LEGS-Africa** ont entrepris une série de réflexions visant à fédérer et partager savoirs et propositions pour l’établissement d’une démocratie de l’énergie au Sénégal. Ce processus se fait en concertation rapprochée avec les décideurs publics, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile.

C'est dans ce cadre que les deux organisations ont organisé, le samedi 29 juin à partir de 10 heures, un webinaire de lancement sur le thème : **«Se tenir prêts : ce que la transition juste veut dire selon les réalités territoriales, locales et économiques»**.

L'objectif premier de ce webinaire était d'échanger avec les décideurs sur les politiques publiques existantes ou envisagées en matière de transition écologique au Sénégal, ainsi que sur les stratégies mises en place par les industries extractives, les entreprises privées, et les partenaires techniques et financiers pour soutenir une transition juste. Il s'agissait également de discuter du rôle de la société civile et des artistes dans cette transition.

Le webinaire a été co-moderé par Mme Fatoumata Sissi NGOM et M. Elimane H. KANE, réunissant des experts, des représentants d'administrations concernées, des représentants d'industries extractives et des organisations citoyennes.

À l'ouverture de ce débat, M. KANE, co-moderateur du jour et par ailleurs Président Exécutif de LEGS-Africa, a tenu à saluer et à remercier tous les panélistes et les participants pour leur volonté de prendre part à ce débat. Il a ainsi rappelé l'objectif principal de cette rencontre qui, selon lui, est de fédérer les acteurs et les décideurs publics autour d'un cadre d'échanges sur la transition juste dans une approche multi-secteurs et multi-acteurs. Cela s'inscrit dans la vision de LEGS-Africa qui, dans l'Alliance Citoyenne Panafricaine, consiste à construire une Afrique ambitieuse et généreuse. Pour M. KANE, cela doit forcément passer par la promotion d'une citoyenneté de transformation, a-t-il conclu avant de passer la parole à Mme Fatoumata Sissi NGOM, co-moderatrice du débat et Fondatrice d'AMA.

Selon elle, AMA est une organisation récente qui vise à créer une nouvelle Afrique à travers la transformation positive des individus et des institutions. Elle s'inspire de l'ouvrage de Paulo COELHO dans lequel l'auteur décrit un alchimiste, c'est-à-dire un chercheur de vérités qui vise la transformation du monde à travers sa propre transformation. En ce sens, Sissi NGOM parle de transformation individuelle pour une transformation totale et féconde des individus et des institutions mais aussi des villes africaines. Ainsi, elle a invité tout le monde à devenir alchimiste pour soi-même et pour la communauté afin d'aller vers de nouvelles dynamiques de gouvernance en matière de politiques publiques et de **«démocratie de l'énergie»**.

## **1- LA PLACE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE PAYSAGE MÉDIATIQUE**

M. Mactar SILLA est intervenu sur la place de la transition énergétique dans le paysage médiatique, notamment en ce qui concerne la politisation et la communication des résultats scientifiques et financiers, dans une perspective éducative. Il a exposé la manière dont les médias peuvent apporter de la connaissance en matière de transition énergétique. Les médias, ayant le pouvoir de modeler la perception de la réalité, d'influencer les comportements individuels et collectifs, et de guider l'opinion publique, M. SILLA a ainsi expliqué comment ce pouvoir peut être utilisé pour favoriser une meilleure compréhension et adoption des pratiques liées à la transition énergétique.

### • Intervention de M. Mactar SILLA

Selon lui, le sujet est extrêmement important mais il n'est très souvent pas perçu en tant que tel. En effet, la transition juste, un thème mal connu par la grande majorité des sénégalais, est souvent perçue comme abstraite et réservée aux intellectuels, aux gens de l'administration, et aux institutions nationales et internationales. Il a souligné que cette perception connotative et ésotérique empêche souvent une compréhension claire des enjeux par le grand public.

Cependant, les enjeux peuvent être mieux perceptibles, car le changement climatique est vécu et ressenti même si les gens ne le théorisent pas. Par exemple, les inondations, les pollutions industrielles à Dakar, et la pollution marine sur la Baie de Hann sont des phénomènes tangibles qui illustrent l'impact environnemental.

Pour rappel, il y a de cela un an, le Sénégal a annoncé un partenariat avec un groupe de partenaires sur la transition énergétique juste et l'association des objectifs en matière de climat et de développement durable. Ces partenaires, venus de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et du Canada, se sont engagés à soutenir le Sénégal dans le domaine de l'accès à l'énergie et de la décarbonisation. Ils visent à accélérer le déploiement des énergies renouvelables afin de porter leur part en capacité installée à 40 % du mix énergétique du bouquet électrique sénégalais d'ici 2030. Cela permettrait de réduire les émissions du secteur énergétique tout en permettant un développement juste et résilient.

M. SILLA a reconnu que ce financement, bien que modeste, est un bon point de départ. Cette approche s'inscrit dans le Document de Stratégie Conjointe de l'Union Européenne-Sénégal pour 2018-2023 et dans l'Initiative Europe Économie Verte Sénégal, conforme à la stratégie globale Gateway annoncée par la Commission Européenne en fin de 2021. Selon lui, cette question interpelle collectivement. Chaque acteur, dans son secteur, doit se mettre en réseau de manière synergique pour expliquer, anticiper, influencer, orienter, agir, et corriger afin de s'inscrire dans la durabilité.

M. SILLA a également noté que ce webinaire aurait pu être amplifié et élargi à d'autres supports médiatiques. Toutefois, les enjeux prioritaires ne sont pas toujours perçus de manière uniforme par toutes les parties prenantes.

Les phénomènes naturels impactent énormément l'activité humaine, notamment l'utilisation des combustibles fossiles, du charbon, du pétrole et du gaz dans un pays comme le Sénégal. Cela dérègle la planète, même si la responsabilité du Sénégal n'est que partielle. Le régime des précipitations, qui accentue la récurrence des événements climatiques extrêmes tels que les vagues de chaleur et les inondations, est une réalité actuelle. Il est donc impossible de faire face à ces défis sans une bonne information. Le manque d'information accentue la vulnérabilité et compromet les capacités de résilience des communautés face aux chocs climatiques. Ce n'est que lorsque la population aura largement admis l'existence des problèmes climatiques qu'elle s'engagera individuellement et collectivement à œuvrer pour des solutions pérennes.



M. SILLA a également rappelé l’objectif de développement durable (ODD) 13, qui souligne la nécessité d’informer, de sensibiliser et de mobiliser tous les citoyens, particulièrement ceux des communautés les plus vulnérables, qui souvent n’ont pas accès à une information adéquate pour agir et faire face aux défis climatiques.

Il est également crucial de mentionner que l’UNESCO, consciente de l’importance de l’information, a soutenu en 2022 la toute première conférence des journalistes scientifiques francophones organisée au Sénégal. L’objectif de cette conférence était de proposer des actions concrètes et pertinentes pour lutter contre la désinformation liée aux changements climatiques. Il est essentiel de produire une information de qualité destinée à toutes les populations, notamment les plus vulnérables. De ce point de vue, M. SILLA estime que plusieurs angles d’analyses sont possibles. Les médias doivent alerter et sensibiliser quotidiennement le public et les décideurs sur l’urgence de réduire la pression sur les ressources naturelles, de lutter contre la criminalité environnementale, et d’adopter des politiques publiques plus sensibles au changement climatique. C’est pourquoi, à Label TV, une grande place est accordée aux questions environnementales dans toute notre ligne éditoriale.

La presse, dans son ensemble, et les médias en général doivent nécessairement inscrire dans leurs missions la diffusion de solutions endogènes et scientifiques, en faisant appel non pas à des chroniqueurs, mais à des experts ou des personnes ayant une pleine conscience des situations. Ces experts doivent être capables de présenter les solutions de manière pragmatique, pédagogique et didactique, afin de les rendre accessibles à toutes les populations. C’est ainsi que l’on peut amorcer le virage vers ce que nous appelons « l’éducation au développement durable ». Il est crucial que nos grilles de programmes accordent une place importante à ces questions essentielles, qui interpellent non seulement le monde entier mais plus particulièrement l’Afrique.

M. SILLA souligne également l’importance du journalisme d’enquête, centré sur la vulgarisation des situations et des solutions. Le photojournalisme, qui montre la place centrale et incroyable de la nature ainsi que l’action des hommes, et le fact-checking, sous forme de storytelling, sont des approches pertinentes pour informer les publics et influencer les choix politiques au niveau national et international.

Cependant, ce que l’on pourrait appeler l’éco-journalisme de qualité au Sénégal et en Afrique repose sur des questions récurrentes telles que la diversification des contenus éditoriaux, la sécurité des journalistes, l’accès à l’information et aux données environnementales, les capacités techniques des journalistes, ainsi que les moyens économiques et financiers des médias. L’usage du numérique dans le processus éditorial, pas seulement par les médias classiques mais aussi par les réseaux sociaux, doit également apporter sa contribution. C’est fort de ce constat que l’Institut Panos de l’UNESCO, à travers son article 19 consacré à l’Afrique de l’Ouest, la Cellule Norbert Zongo pour la promotion du journalisme d’investigation en Afrique de l’Ouest, l’association des journalistes pour la transparence dans les ressources extractives et la préservation de l’environnement au Sénégal, ont envisagé d’organiser cette importante discussion dans le cadre de la célébration de la Journée de la liberté de la presse.

Cette initiative s’aligne parfaitement avec ce que LEGS-Africa et AMA entreprennent pour proposer des solutions concrètes en partenariat avec des experts.

En ce qui concerne Label Média, nous sommes prêts à jouer notre rôle, à être partie prenante et à avancer avec des concepts simples et clairs qui dépassent le cercle restreint des experts. Dans une perspective panafricaine, tout comme LEGS-Africa et AMA, Label TV, lancée en 2017, se positionne en tant que média engagé. Il faut toutefois reconnaître que ce positionnement panafricain est extrêmement difficile. Il y a des résistances de la part des nationalistes qui ne comprennent pas toujours ces initiatives, ainsi que des manques de soutien nécessaires. Les financements sont souvent octroyés à des structures qui s’intéressent davantage au buzz et aux faits divers, plutôt qu’à des sujets de fond. Les bailleurs de fonds, bien qu’appréciant la pertinence des thèmes abordés, sont souvent plus intéressés par des contenus sensationnalistes qui n’ont aucune utilité réelle. Ainsi, sans le savoir, ces acteurs contribuent à ce que M. SILLA appelle « l’exercice d’abrutissement collectif » de la jeunesse et du grand public.

M. SILLA a conclu son intervention en félicitant LEGS-Africa et AMA pour cette initiative. Il a souligné la nécessité d’élargir cette démarche, car les questions abordées sont d’une importance capitale.

### • **Propos des modérateurs sur l'intervention de M. SILLA**

Selon Mme Fatoumata Sissi NGOM, la co-modératrice de ce webinaire, M. SILLA a fait une intervention encyclopédique. Elle a souligné les nombreuses informations intéressantes qu’il a partagées, notamment sur l’importance d’avoir la juste information et son impact sur le secteur économique. Elle a apprécié qu’il ait abordé les effets du changement climatique sur divers secteurs et les défis auxquels l’humanité doit faire face aujourd’hui.

Mme NGOM a également mis en avant le fait que M. SILLA ait parlé dans son intervention de la nécessité pour chaque individu de comprendre le concept de la transition énergétique. Selon elle, tout le monde doit être concerné par ce qui se passe, d’où le nœud de la collaboration entre LEGS-Africa et AMA. Ces organisations souhaitent trouver des solutions pour permettre aux citoyens sénégalais et africains d’avoir accès à l’information et de développer une pensée critique sur certaines questions leur concernant. Elle a insisté sur l’importance d’agir en synergie et espère que cette collaboration apportera des solutions au problème du manque d’informations, comme l’a si bien souligné M. SILLA.

Quant à M. KANE, il a remercié M. SILLA pour « cette passionnante discussion » qui a remis les pendules à l’heure. Il a salué la capacité de M. SILLA à comprendre rapidement et à expliquer clairement les véritables enjeux, ainsi que son professionnalisme en matière de communication. M. KANE a également salué l’interpellation de M. SILLA à ses collègues, soulignant que LEGS-Africa et AMA ont déjà créé les conditions pour un débat scientifique, tout en vulgarisant ces discussions dans des espaces comme celui-ci.

M. KANE a ensuite posé la question du référentiel et de la cartographie de la demande énergétique en Afrique et au Sénégal. Il a évoqué le débat opposant l'Occident et l'Afrique dans une question qui est globale. Selon lui, ceux qui ont le plus contribué à la création du problème mondial ne sont pas les Africains. Le niveau de contribution de l'Afrique aux émissions de gaz à effet de serre est très faible, environ 4 %. Selon M. KANE, il y a des responsables de la dégradation de notre écosystème global et de nos conditions de vie en raison de l'action humaine.

Il a conclu en soulignant l'importance de cette discussion et en exprimant son espoir que les efforts conjoints de LEGS-Africa et AMA apporteront des solutions concrètes pour répondre aux défis climatiques et énergétiques auxquels le Sénégal et l'Afrique sont confrontés.

## 2- LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

Après l'intervention de M. Mactar SILLA sur la place de la transition énergétique dans le paysage médiatique et les contributions des modérateurs, c'est au tour de M. Mbaye HADJ d'intervenir sur les enjeux de la transition énergétique en Afrique.

### • Intervention de M. Mbaye HADJ

D'emblée, M. HADJ s'est dit honoré de participer à ce webinaire en tant que panéliste. Il a ainsi tenu à remercier LEGS-Africa et AMA de l'avoir associé à cette rencontre de haute facture. Dès l'entame de ses propos, M. HADJ a affirmé que l'Afrique est aujourd'hui à la croisée des chemins. Selon lui, le problème actuel de l'Afrique réside dans son manque de stratégie et de compréhension des enjeux. Il a appuyé l'idée de M. SILLA qui a suggéré à LEGS-Africa et AMA d'élargir l'initiative afin de permettre à un large public d'être éclairé sur certaines questions essentielles.

M. HADJ estime qu'aujourd'hui, beaucoup pensent que l'expression « transition énergétique » renvoie uniquement aux menaces liées au changement climatique. Ces menaces sont réelles et significatives. Ce n'est pas sans raison que l'on parle aujourd'hui de « double menace sur l'Afrique ». Selon M. HADJ, ces menaces sont existentielles dans la mesure où elles affectent les besoins les plus basiques de l'homme : agriculture, pêche et accès à l'eau potable. Ces trois segments sont essentiels pour l'être humain. Il faut donc que l'on s'y prépare de façon très sérieuse avant que le continent ne vive des lendemains extrêmement difficiles.

Concernant les enjeux, il faut noter que l'Afrique ne contribue qu'à 3 % de la pollution mondiale, mais elle joue malgré tout son rôle en saisissant les opportunités offertes par les politiques de transition énergétique. Cela est dû à son faible taux d'électrification et à l'incitation des pays occidentaux à découvrir les énergies renouvelables. Pour cela, il faudrait adopter une approche altruiste et saisir les opportunités du secteur, tout en réfléchissant bien sur notre stratégie de développement.

Pour ce qui est du taux d'implication, M. HADJ estime que si l'on exclut le Maghreb et l'Afrique du Sud, les taux sont extrêmement faibles en Afrique.



Le Sénégal en particulier a la chance de figurer parmi les pays les plus avancés en termes d'implication aussi bien dans les zones urbaines que rurales, même s'il reste des efforts à faire dans ces dernières. Aujourd'hui, des projections montrent que d'ici 2040 voire 2050, le besoin d'électricité du Sénégal va se multiplier par trois, en raison des besoins croissants de la population et de la croissance démographique.

Le continent africain est actuellement plus dépendant des combustibles fossiles que des énergies renouvelables. L'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud constituent l'essentiel de la production africaine et sont plus fossiles que renouvelables. L'Afrique du Nord se concentre sur le gaz, tandis que l'Afrique du Sud se concentre sur le charbon. En revanche, l'Afrique centrale, avec son potentiel hydroélectrique, n'utilise pas suffisamment cette ressource. En Afrique du Nord, on retrouve principalement des ressources fossiles, avec seulement 9 % d'utilisation des ressources renouvelables. En Afrique du Sud, ce chiffre est de 28 %, tandis qu'en Afrique centrale, il est de 60 %.

En Afrique de l'Est, les pays utilisent leurs potentiels géothermiques et éoliens, atteignant environ 70 % d'utilisation des énergies renouvelables. En Afrique de l'Ouest, ce taux est de 25 %. Pour le Sénégal, le pays dépend à 70 % du fuel et du gaz. Bien que le Sénégal affiche un taux de 40 % de renouvelables, ce chiffre peut être relativisé car le pays est également gazier et son gaz est labellisé comme énergie de transition.

Le gaz peut beaucoup contribuer au développement du Sénégal, notamment dans les secteurs des mines et du transport. En se projetant vers 2030-2040, il serait avantageux de revoir ce chiffre de 40 % car le Sénégal est un pays gazier. L'éolien a également fait beaucoup de progrès au Sénégal, avec actuellement une dizaine de centrales solaires au sol, a conclu M. HADJ.

### • **Propos de M. KANE sur l'intervention de M. Mbaye HADJ**

M. KANE a adressé ses remerciements à M. Mbaye HADJ pour son exposé éclairant. Il a beaucoup apprécié l'intervention de celui-ci. Selon lui, en entendant M. HADJ dresser la cartographie énergétique de l'Afrique, il n'a pas pu s'empêcher de penser à Cheikh Anta DIOP, qui avait répertorié toutes les sources d'énergie sur le continent. L'intervention de Mbaye HADJ confirme sa compréhension de la transition énergétique comme étant d'origine africaine. En effet, dès 1959, Cheikh Anta DIOP avait positionné l'hydrogène comme l'énergie qui devrait remplacer les combustibles fossiles.

Les grands penseurs et souverainistes africains avaient donc compris très tôt ce débat. Certains, comme Cheikh Anta DIOP, avaient déjà réfléchi à la manière de remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie plus durables.

M. KANE a exprimé sa gratitude pour ce travail d'actualité, soulignant son importance pour orienter les choix actuels en matière de transition énergétique. Il a terminé son intervention en remerciant M. HADJ avant que Mme Fatoumata Sissi NGOM ne donne la parole à Mme Ndiarka MBODJI, la troisième intervenante.

### 3- LA PLACE DU SOLAIRE DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE ET DES POTENTIELS SOLAIRES DU SÉNÉGAL

Après les propos de M. KANE sur l'intervention de M. Mbaye HADJ, Mme Fatoumata Sissi NGOM a introduit Mme Ndiarka MBODJI qui est intervenue sur la place du solaire dans le micro énergétique et des potentiels solaires du Sénégal.

#### • Intervention de Mme Ndiarka MBODJI

Dès l'entame de ses propos, Mme Ndiarka MBODJI a adressé ses chaleureux remerciements à LEGS-Africa et AMA pour cette belle initiative et pour l'avoir associée à ce débat aussi intéressant. Selon Mme Ndiarka MBODJI, la transition juste est aujourd'hui un sujet complexe qui n'est pas encore bien perçu et compris par les populations. Cependant, elle note que ces dernières années, plusieurs phénomènes, notamment les inondations dans le sud de l'Europe, ont poussé les gens à s'intéresser davantage au changement climatique et à ses impacts.

Dans le cadre de ses travaux, Mme MBODJI intervient principalement en Afrique subsaharienne, au Maghreb et en Afrique du Sud, où la population est en forte croissance. Ces pays disposent d'une capacité énergétique estimée à 100 MW. Mme MBODJI a souligné la différence entre énergie et électricité, précisant que beaucoup de gens confondent les deux, ce qui est compréhensible étant donné que le Sénégal n'est pas encore pleinement industrialisé.

À Kowry Energy, Mme MBODJI et son équipe se sont focalisés sur l'apport de leur contribution au développement économique de l'Afrique subsaharienne. Ils produisent des services pour les populations locales afin d'améliorer leurs conditions de vie. Mme MBODJI a expliqué les mécanismes par lesquels son entreprise se procure de l'énergie : la production et l'achat. C'est pourquoi beaucoup de leurs systèmes reposent sur l'énergie solaire. Ils disposent de sources énergétiques décentralisées, standardisées pour les résidences et les PME, ainsi que des solutions énergétiques pour la mécanisation de la chaîne de valeur agricole, des solutions frigorifiques pour la chaîne de froid, de la récolte à la commercialisation, et des solutions énergétiques pour l'irrigation.

Selon Mme MBODJI, le Sénégal est un pays très stable avec une bonne couverture énergétique, mais l'énergie y est très chère pour diverses raisons. Avec l'arrivée du gaz et du pétrole, on peut espérer une réduction des coûts, particulièrement pour les industriels et les PME qui pourraient diminuer leurs factures en utilisant des solutions solaires. La demande est très forte dans ce domaine, mais il est crucial que les équipements soient adaptés aux systèmes solaires. Il est donc nécessaire de trouver une approche globale et durable pour éviter certaines erreurs.

Au Sénégal, lorsqu'on parle de transition juste, on fait souvent référence au mix énergétique. Le pays a de l'énergie, mais sa situation économique est principalement agricole. Malgré ce potentiel, le niveau de développement est extrêmement limité. Pour Mme MBODJI, une transition juste doit se concentrer sur l'utilisation des ressources pour stimuler le développement économique. Actuellement, beaucoup d'investissements sont faits au niveau global et des réseaux, mais pas au niveau des chaînes de valeur, ce qui est essentiel pour accélérer cette transition.

La majorité de la population est employée dans des secteurs qui ne sont pas encore très développés, conclut-elle avant de permettre à M. KANE de l'interroger sur le cadre juridique réglementaire en Afrique et au Sénégal.

Pour répondre à cette question, Mme MBODJI estime que le cadre a récemment changé avec la nouvelle loi de l'électricité de 2021, mise en place grâce aux actions conjointes du gouvernement sénégalais et du MCA. Elle note que les acteurs sont désormais conscients du débat sur la transition énergétique. Dans les trois prochaines années, la SENELEC sera démantelée en trois entités (production, gestion, et vente) en vertu de cette loi.

Mme MBODJI explique qu'à Kowry Energy, ils proposaient autrefois aux PME des crédits-bails, facilitant l'accès aux solutions énergétiques sans dépenses initiales importantes. Les PME pouvaient ainsi profiter de leurs solutions et les payer sur une période de 5, 7 ou 10 ans en fonction du contrat. Cependant, avec la nouvelle loi de 2021, cette approche n'est plus possible. Kowry Energy n'offre plus de crédit-bail mais installe désormais des systèmes de taille adaptée pour les entreprises (autoconsommation). Après installation, le système appartient au client, qui finance lui-même l'investissement. Cela restreint automatiquement le marché car certaines entreprises sénégalaises, en raison de leur taille, ne peuvent pas obtenir de prêts auprès des banques africaines, dont les taux sont exorbitants.

Bien que cette situation soit restrictive et négative, Mme MBODJI souligne un aspect positif que Kowry Energy exploite : l'utilisation d'une licence d'IPP (Independent Power Producer), destinée aux grands systèmes. Cette licence permet d'installer un parc solaire de 25 MW ou un champ éolien pour produire une grande quantité d'énergie. Les entreprises peuvent ensuite vendre cette énergie à la SENELEC et l'injecter dans le réseau. Cette pratique est devenue courante et intéressante dans le cadre des West African Power Pools, un projet installé en Afrique de l'Ouest.

Mme MBODJI reconnaît le travail remarquable réalisé en collaboration avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le West African Power Pools et l'Afrique du Sud. De nombreuses centrales solaires sont en construction aujourd'hui pour créer une interconnexion énergétique en Afrique.

### • Contributions de M. Mbaye HADJ sur l'intervention de Mme Ndiarka MBODJI

M. HADJ s'est réjoui de la qualité de l'intervention de Mme Ndiarka MBODJI sur la problématique énergétique du Sénégal. Selon lui, la situation du Sénégal avec les IPP (Independent Power Producers) nécessite une attention particulière. Il tire la sonnette d'alarme, estimant que l'objectif de 40 % fixé par le Sénégal doit être révisé en raison de notre potentiel solaire. Il souligne que les fermes solaires requièrent beaucoup de surface pour déployer leurs panneaux. Contrairement au Mali et à l'Algérie, le Sénégal ne dispose pas de désert qui pourrait être utilisé à cette fin, ce qui constitue un problème majeur que nous devons essayer d'intégrer dans nos stratégies afin d'y apporter des solutions durables. La population augmente et la pression foncière sera accentuée.

Avec la découverte du pétrole et du gaz au Sénégal, M. HADJ insiste sur l'importance de mettre l'accent sur le secteur agricole afin de pouvoir électrifier toute la zone rurale. Il a conclu en demandant à Mme Ndiarka MBODJI si Kowry Energy propose des solutions pour répondre aux besoins des particuliers, car la demande dans ce sens est très forte.

Pour répondre à cette question, Mme Ndiarka MBODJI a affirmé que son entreprise propose des solutions d'autoconsommation pour les particuliers.

- **Propos de Mme Fatoumata Sissi NGOM sur l'intervention de Mme Ndiarka MBODJI**

La co-modératrice de ce webinaire, et fondatrice d'Alchimie et Morphose Africaine, Mme Fatoumata Sissi NGOM, a tenu à remercier Mme Ndiarka MBODJI pour son intervention très pragmatique, qui a donné aux participants une vision claire du business de l'énergie et de la manière dont la transition énergétique et la souveraineté énergétique sont comprises par les acteurs du secteur.

Selon elle, au-delà des mots et des concepts, Mme Ndiarka MBODJI a fait comprendre aux participants comment utiliser l'énergie pour obtenir de l'électricité et contribuer au développement local et au bien-être des populations, afin de leur permettre de bénéficier de situations énergétiques stables. Elle a conclu avant de laisser la parole à M. KANE pour qu'il introduise le dernier panéliste.

#### **4- PRÉOCCUPATIONS ET MENACES DE LA PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE SUR LES POPULATIONS ET L'ENVIRONNEMENT LOCAL À MBORO**

Suite aux propos de Mme Fatoumata Sissi NGOM, M. KANE a introduit le dernier panéliste qui, selon lui, va exposer les préoccupations et les menaces auxquels les populations de Mboro et leur environnement sont confrontés.

- **Intervention de M. Ndiaga NDIAYE**

Dès sa prise de parole, M. NDIAYE a adressé ses remerciements aux organisateurs de ce webinaire, notamment LEGS-Africa et Alchimie et Morphose Africaine, et a exprimé sa joie de partager ce panel avec de grandes sommités intellectuelles. Il a apprécié l'initiative d'associer les communautés locales au débat afin de recueillir leurs préoccupations et les menaces dont elles sont victimes, notamment les conséquences du changement climatique dues à la pollution des entreprises extractives présentes dans la zone, les émissions de gaz à effet de serre et leur contribution au réchauffement climatique.

Selon M. NDIAYE, Mboro, capitale des Niayes, était jadis réputée pour être une zone maraîchère et est considérée depuis longtemps comme une zone horticole nationale à 100 %. C'est également une zone minière importante. Il a souligné que Mboro est le premier département minier du Sénégal, contribuant à hauteur de 25 % de la production énergétique nationale, notamment dans le domaine des combustibles fossiles, avec des activités gazières à Gadiaga et dans d'autres zones locales.

La transition énergétique constitue un véritable enjeu pour les populations locales qui subissent gravement les conséquences de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre. Ces impacts affectent l'agriculture, la santé, l'éducation ainsi que le secteur immobilier et économique du département.

Cependant, M. NDIAYE a noté que les populations, en particulier les jeunes, ne se laissent pas faire. De nombreux plaidoyers ont été menés pour interpeller les entreprises sur les conséquences de leurs activités sur les populations et l'environnement local. Dans le cadre de ces initiatives, ils interpellent souvent les autorités étatiques et territoriales afin qu'elles prennent des mesures adéquates. M. NDIAYE a affirmé que des réformes sont nécessaires pour permettre aux autorités locales de disposer de suffisamment d'outils pour contraindre toute entreprise ne respectant pas les lois et règlements en matière de protection de l'environnement.

En ce qui concerne l'efficacité et la sécurité énergétique, M. NDIAYE a souligné l'importance de limiter les besoins en énergie. Il a expliqué que Mboro est une zone particulière où l'on trouve toutes sortes d'énergies, des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. Malheureusement, il est rare de voir des entreprises mettre en place des politiques en faveur des populations ou des politiques en matière de transition énergétique.

M. NDIAYE s'est souvenu d'un parc éolien installé dans la zone. Une entreprise avait prévu d'installer des panneaux solaires pour les agriculteurs locaux, mais le projet n'a pas abouti et les installations ont été arrêtées après seulement deux ans. Il a exprimé son regret que cette belle expérience n'ait pas fonctionné, soulignant que les entreprises utilisant des énergies renouvelables se soucient du bien-être des populations, contrairement à d'autres entreprises, comme l'ICS, qui n'ont aucune politique environnementale.

Même dans les prochaines années, le Sénégal, avec son pétrole et son gaz, pourrait ne plus avoir de problèmes d'électricité. Cependant, il faut également penser au bien-être des populations, car il serait inutile d'exploiter le gaz et le pétrole sans créer des conditions permettant aux populations d'en bénéficier pleinement. M. NDIAYE a magnifié les récentes actions du gouvernement, qui s'efforce de révolutionner le secteur du transport vers la transition énergétique à travers l'utilisation de moyens de transport consommant moins d'énergies fossiles. Ces initiatives, selon M. NDIAYE, méritent d'être encouragées. Cependant, elles ne devraient pas se limiter à Dakar. Il faut aussi penser à décentraliser ces initiatives, notamment dans les autres régions ou communes où l'on note une forte présence d'industries polluantes.

M. NDIAYE a terminé son intervention en félicitant LEGS-Africa et Alchimie Morphose Africaine pour cette belle initiative.

- **Propos de Mme Fatoumata Sissi NGOM sur l'intervention de M. Ndiaga NDIAYE**

Mme Fatoumata Sissi NGOM a adressé ses vifs remerciements à M. NDIAYE pour son intervention très pertinente qui, selon elle, offre une plongée dans Mboro et tous les défis auxquels cette ville est confrontée.



. Selon elle, Mboro, comme l’a si bien dit son co-moderateur, est un laboratoire de transition énergétique. Cependant, elle a souligné que le découpage administratif a privé Mboro d’une partie de ses terres, réallouées à Darou Khoudoss, ce qui a eu des conséquences fiscales négatives.

- **Contributions de Mme Ndiarka MBODJI sur l’intervention de M. Ndiaga NDIAYE**

Mme Ndiarka MBODJI a également remercié M. NDIAYE et l’a félicité pour le travail remarquable qu’il accomplit à Mboro. Selon elle, parmi tous les intervenants, M. NDIAYE est celui qui porte véritablement la flamme. En l’entendant exposer tous les problèmes auxquels la ville est confrontée, elle a ressenti une grande frustration en réalisant que la ville de sa tante était si énergétisée et connectée, mais malgré cela, les panneaux solaires installés pour les agriculteurs ne fonctionnent même pas.

Elle a exprimé son regret que, malgré les 100 KW installés par les entreprises, il n’y ait pas d’usines de transformation des fruits et légumes pour permettre aux populations de transformer leurs produits sur place au lieu de les exporter ailleurs. Cela permettrait au Sénégal de ne plus importer de la tomate ou des oignons du Maroc. C’est pourquoi elle parle souvent de souveraineté économique, qui passe par la mécanisation de certaines activités. Mboro, telle que présentée par M. NDIAYE, devrait être un modèle flamboyant, mais il est triste de constater que depuis 48 ans, rien n’a changé pour cette ville.

Mme MBODJI a encore remercié M. NDIAYE pour ses initiatives en faveur du bien-être des populations de Mboro et a promis d’apporter sa contribution.

Cependant, Mme MBODJI a ajouté un point essentiel concernant l’impact sur l’environnement, qui est énorme et malheureusement trop négligé en Afrique. Elle a insisté sur le pouvoir des initiatives locales, aussi petites soient-elles, et sur l’importance de l’aide des médias, qui peuvent avoir un impact réel. Elle a mentionné l’exemple des jeunes en Europe, avec leur mouvement Fridays for Future, et un petit groupe de jeunes en Allemagne qui a fait condamner l’État pour ne pas avoir pris en compte le changement climatique dans leurs lois.

Elle a également noté que les banques commencent à comprendre la dynamique actuelle. Au début, elles ne prenaient pas très au sérieux l’aspect environnemental, mais depuis trois ans, les choses commencent à s’améliorer. Tous leurs investissements sont maintenant gérés en respectant les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), conclut-elle.

- **Contributions de M. Mbaye HADJ sur l’intervention de M. Ndiaga NDIAYE**

M. HADJ a également félicité M. Ndiaga NDIAYE, qu’il considère comme un porte-voix de la communauté de Mboro. Selon lui, l’intervention de M. NDIAYE lui a rappelé les actions de la population de Bargny, qui a également beaucoup souffert des activités de certaines entreprises installées dans la zone, notamment SOCOCIM, qui cause énormément de dégâts, surtout sanitaires, même si des efforts sont faits pour se mettre en règle.

Pour Mboro, M. HADJ pense que l'ICS cause aussi énormément de dégâts à la population. Il encourage donc M. NDIAYE à ne pas baisser les bras et à continuer à soutenir les populations face à ces multinationales qui ne respectent pas les lois et règlements du pays.

Un participant a posé une question sur l'utilisation des mines dans la transformation des matières premières. M. HADJ a répondu que la transition énergétique est une question globale pour l'Afrique. On en parle beaucoup, mais au-delà de cela, il y a un problème lié à la transformation des matières premières. La création de richesse à partir de ces ressources est un véritable problème pour le continent. L'exploitation des matières premières sans valeur ajoutée fait beaucoup de mal à l'économie africaine. « On est assis sur une mine d'or, mais on est incapables de nous en servir. »

Aujourd'hui, la crise russo-ukrainienne a bouleversé la donne sur le plan géostratégique. Les Européens cherchent d'autres sources de revenus et d'approvisionnement en gaz et en pétrole. Contrairement à l'Afrique, dont les pays sont presque tous des débutants en matière de production d'hydrocarbures. Il faudrait que l'on mette dès maintenant des stratégies pour miser sur la transformation, qui peut avoir des impacts positifs réels pour le continent, notamment sur l'emploi des jeunes et la durabilité.

Pour répondre à la question posée, Mme Ndiarka MBODJI a fait une petite intervention sur l'industrialisation et l'exploitation des matières premières. Selon elle, c'est un thème récurrent en Afrique. « On exporte nos ressources. » Le véritable débat est pourquoi ne pas conserver nos ressources et les transformer nous-mêmes. Elle a noté que l'Afrique souffre d'un défaut d'industrialisation, ce qui est normal car pour industrialiser, il faut de l'énergie. Sans cela, on ne peut pas industrialiser, et en plus, le coût de l'industrialisation est très élevé. C'est aussi une question de volonté et de courage politique, dit-elle.

La modératrice, Mme Fatoumata Sissi NGOM, a posé une question sur le secteur de l'emploi, notamment les métiers du futur et comment la transition énergétique pourrait créer de nouveaux emplois au Sénégal et en Afrique de manière générale.

Pour répondre à cette question, Mme Ndiarka MBODJI a expliqué qu'aujourd'hui, on constate une formation de qualité des jeunes. Les universités techniques gagnent de plus en plus une très bonne réputation. Il faut donc que l'État s'industrialise. Le pétrole et le gaz peuvent transformer le secteur agricole par exemple. L'agriculture peut se mécaniser et se transformer. Cela, malgré les rumeurs, ne pourra se faire avec de l'électricité mais plutôt avec de l'énergie. Il faut donc des techniciens et des ingénieurs, et les jeunes sont déjà formés dans ces domaines. Il ne reste qu'à industrialiser certains secteurs et les employer avec de bons salaires et une retraite paisible, a-t-elle dit.

### • Contributions de M. Elimane KANE, co-modérateur du débat

M. KANE a magnifié les brillantes interventions de Mme Fatoumata NGOM, ainsi que les réponses claires et précises de Mme Ndiarka MBODJI et de M. Mbaye HADJ, et le brillant exposé de

M. Ndiaga NDIAYE sur les problèmes cruciaux auxquels les populations locales de Mboro sont confrontées. Selon lui, ces problèmes montrent qu’il y a encore beaucoup de choses à faire. Il faut que les choses changent, et pour cela, il faut agir correctement. « Il y a beaucoup de discours qui ne servent à rien. » Il faut donc que le débat soit posé avec sérénité et que des actes concrets soient posés pour un développement économique durable de la zone, du pays et du continent.

M. KANE a souligné que le débat actuel, qui inclut la société civile sur les minéraux de transition et les minéraux critiques, risque de reproduire le même système de dépendance. Il a comparé l'économie traditionnelle à cette nouvelle économie « verte », en mentionnant que Ndiarka et Mbaye ont donné des exemples pertinents, notamment l'Algérie. Mais en réalité, les choix politiques doivent viser à sédentariser la chaîne de valeur. Les matières premières du Sénégal peuvent être valorisées sur le marché international, mais il est crucial de les transformer sur place pour créer de la valeur ajoutée. Certains pays africains y sont parvenus, alors pourquoi pas nous aussi, se demande M. KANE.

En ce qui concerne le pétrole et le gaz, M. KANE a noté que le Sénégal n'était pas bien préparé, car cela aurait dû être réglé au moment de la signature des contrats. On aurait pu avoir des projets pour la transformation des produits pétroliers ou pour diversifier notre économie à travers certaines industries pétrolières, ce qui aurait permis d'atteindre un certain niveau d'industrialisation et de créer des emplois décents. Malheureusement, cela n'a pas été fait. Il est donc important de se rattraper avec le gaz. M. KANE a également souligné que le mindset algérien, marqué par un besoin d'autonomie, est un facteur culturel important à considérer.

Concernant l'économie sociale solidaire, M. KANE a expliqué que la dernière loi sur l'économie sociale solidaire impose aux collectivités territoriales d'avoir des plans d'action locaux, ce qui pourrait aider les entreprises sociales locales à bénéficier de certaines opportunités. LEGS-Africa, qui intervient en partie sur cette question, est donc, selon M. KANE, ouverte à collaborer avec M. Ndiaga NDIAYE pour mutualiser les efforts.

Il a terminé son propos en remerciant tous les panélistes pour leurs brillantes interventions ainsi que les participants pour avoir suivi tout le débat. Un grand merci à vous, a-t-il lancé avant de donner la parole à M. Mactar SILLA.

### • **Interventions finales de M. Mactar SILLA**

M. Mactar SILLA a affirmé qu’il a écouté religieusement toutes les interventions et a avoué que c’était vraiment très intéressant. Selon lui, cela démontre tout simplement que lorsque l’on fait des plans stratégiques, la base c’est le capital humain, notre principale richesse. Il a informé les organisateurs que LABEL TV va diffuser ce panel deux ou trois fois à des horaires différents pour qu’il soit accessible à un public plus large.

Au regard de tout ce qui a été dit, M. SILLA pense que des émissions de télé réalité pourraient correspondre à nos besoins et avoir un grand impact sur la communauté.

Cela participerait à la transformation du paysage audiovisuel de notre pays, où le débat politique a pris le dessus sur le débat scientifique et technique sur des questions qui nous interpellent tous. Il a terminé en magnifiant l’initiative et en se disant prêt à accompagner d’autres initiatives de ce genre.

### • Conclusion de Mme Fatoumata Sissi NGOM

Mme Fatoumata Sissi NGOM a repris la parole pour remercier M. Mactar SILLA pour son intervention finale, qu’elle a trouvée émouvante. Elle pense que si les efforts sont réunis, les choses peuvent facilement changer pour le bien-être des communautés de Mboro et d’ailleurs. « Merci à tout le monde », a-t-elle dit. « C’était une séance très instructive. À la suite de ce webinaire, une note sera élaborée pour les décideurs et pour le grand public », a-t-elle promis avant de lever la séance.

## CONCLUSION

La situation énergétique et environnementale au Sénégal, comme dans de nombreuses régions d’Afrique, présente des défis significatifs mais aussi des opportunités prometteuses. Les discussions lors de ce webinaire ont mis en lumière la complexité de la transition énergétique, l’importance de stratégies inclusives et la nécessité de collaboration entre les divers acteurs.

Les interventions des panélistes ont souligné plusieurs points cruciaux : l’importance de la transition énergétique, le rôle des politiques publiques, les défis de l’industrialisation, l’impact environnemental et social, l’économie sociale et solidaire, etc.

Les échanges ont également mis en évidence l’importance de la communication et de l’éducation pour sensibiliser la population aux enjeux de la transition énergétique. Les médias ont un rôle crucial à jouer en informant le public et en stimulant le débat public sur ces questions essentielles.

Ainsi, il est clair que pour réussir une transition énergétique juste et durable, il faut une approche intégrée, incluant des politiques publiques robustes, la participation active des communautés locales, et des initiatives innovantes de la part des acteurs privés. La collaboration entre tous les acteurs – gouvernement, entreprises, société civile et communautés – est essentielle pour créer un avenir énergétique durable et équitable pour le Sénégal et l’Afrique.

Nous espérons que les recommandations et réflexions issues de ce webinaire guideront les décideurs et inspireront des actions concrètes pour un développement durable harmonieux et inclusif.

**Mactar SILLA**

**PDG de Label Média  
Consultant International  
en Médias**

Mactar Silla est journaliste, Docteur ès- Lettres, Président Directeur Général de la chaîne panafricaine LABEL MEDIA, de la chaîne nationale SUNU LABEL TV, et de LABEL RADIO.

Il totalise 42 années d'expérience professionnelle dans le public et le privé, à l'échelle nationale et internationale dont 32 années de direction générale dans de grands groupes média comme la RTS au Sénégal, TV5 Afrique, AFRICAONLINE (Kenya – Côte d'Ivoire), WORLDSPACE (USA- Kenya – Ghana), SPECTRUM GROUP (STV1 – STV2 Cameroun), Performances Group Gabon, ACC - MS CONSULTING Gabon.

Mactar Silla est également Membre et Administrateur du Club des Investisseurs Sénégalais.

Il est également:

- Co-président du Comité Scientifique des Assises Nationales des Médias du Sénégal.
- Membre du Comité Exécutif de l'Union Africaine de Radiodiffusion (UAR -AUB), représentant des radios et télévisions privées.

Il a été chargé de cours dans plusieurs universités africaines. Il est également angliciste, homme de lettres (Membre de la Société des Gens de Lettres (SGDL) et de la Société Civile des Auteurs Multimédia (SCAM)) et auteur de deux ouvrages « Le paria du village planétaire ou l'Afrique à l'heure de la télévision mondiale » - NEAS, 1994 et « Le pluralisme télévisuel en Afrique de l'Ouest : état des lieux et perspectives » - PANOS, 2008.

**Mbaye HADJ**

**Ingénieur en Génie Électrique  
Expert sur les questions énergétiques et  
changement climatique.**

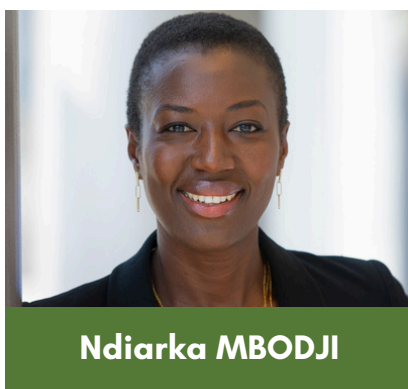
Mbaye Hadj est Ingénieur en Electricité et Manager en ressources énergétiques en contact avec les systèmes énergétiques depuis plus de 30 ans (public et privé).



Mbaye Hadj est Ingénieur en Electricité et Manager en ressources énergétiques en contact avec les systèmes énergétiques depuis plus de 30 ans (public et privé).

Spécialiste en Economie d'Energie, Energie renouvelable, Système de Management de l'Energie ISO 50001, les questions de changement climatique et développement durable. Il est un ancien cadre du Groupe Sonatel.

Auteur du livre " Changement Climatique : la lourde menace sur l'Afrique "



**Fondatrice et Directrice générale  
de Kowry Energy**

Sénégalaise-française, apporte une perspective internationale unique et une vaste expérience dans le secteur des énergies renouvelables. En tant que ceinture noire Lean Six Sigma et ancienne cadre supérieure chez Rolls-Royce, elle a perfectionné son expertise en gestion de la chaîne d'approvisionnement, excellence opérationnelle, ingénierie et relations clients. Fondatrice et directrice générale de Kowry Energy, une entreprise novatrice dédiée à la transformation des systèmes d'énergie décentralisés en Afrique subsaharienne, elle utilise son expérience de plus de 25 ans pour promouvoir des solutions énergétiques durables.

Chez Rolls-Royce, elle a dirigé des opérations mondiales, élaboré et mis en œuvre des stratégies opérationnelles augmentant l'efficacité et la productivité. Avant cela, elle a excellé pendant 7 ans dans la gestion complexe des chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile. Diplômée en chimie de l'Université de Toulouse et du programme de leadership mondial TUCK2030 de la Dartmouth Business School, elle est reconnue pour son leadership stratégique, sa capacité à améliorer l'efficacité opérationnelle et sa communication interculturelle.

Sa double nationalité lui confère une riche perspective culturelle, essentielle pour naviguer et connecter divers environnements d'affaires, faisant d'elle une leader passionnée par le changement durable et l'innovation dans le secteur énergétique.

**Ndiaga NDIAYE**

**Leader politique et activiste  
à MBORO**

Ndiaga NDIAYE est professeur d'anglais, auteur, activiste environnemental et Président du Grand Mouvement Citoyen (GMC).

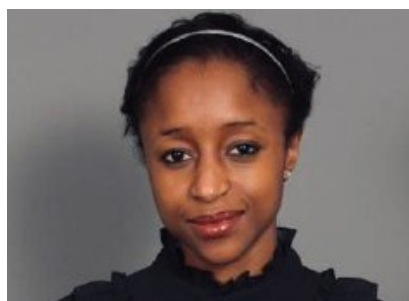
Ce natif de Mboro est plutôt connu pour ses nombreux plaidoyers pour une bonne gouvernance du secteur extractif sénégalais en général et sur les questions de justice environnementale et de respect des droits des communautés hôtes en particulier avec l'association faîtière, la Plateforme Mboro SOS dont il est membre du Comité de Réflexions.

Membre de plusieurs organisations, Ndiaga NDIAYE est aujourd'hui un leader politique affirmé et un tribun des communautés abritant des projets miniers.

## PRÉSENTATION DES MODÉRATEURS

**Elimane H. KANE**

**Président Think tank  
LEGS-Africa**

**Fatoumata Sissi NGOM**

**Analyste de politiques, écrivaine  
Présidente Alchimie et  
Morphose Africaine (AMA)**



---

Yoff, 4 Route de l'Aéroport , 2ème étage  
Dakar - Sénégal  
Tel : 33 860 24 87 // 77 414 17 65

Email : [legs.africa2063@gmail.com](mailto:legs.africa2063@gmail.com)  
[www.legs-africa.org](http://www.legs-africa.org)  
[www.citizenlegs.org](http://www.citizenlegs.org)